

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Oleksiy Sai, *The international art residency Biruchiy - Transcarpathia, 2022*

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

UKRAINE

Une voix de la résistance

Je suis un socialiste ukrainien. Voici pourquoi je résiste à l'invasion russe. Samedi dernier (19 novembre), une partie de la gauche anglo-saxonne se réunissait à New-York à l'appel du «People's Forum», pour une rencontre intitulée: «La véritable voie vers la paix en Ukraine». Lorsqu'on a fait remarquer à l'organisateur l'absence de toute voix ukrainienne, sa réponse a été: «Qui s'en soucie? C'est un événement organisé aux États-Unis, et c'est une guerre financée par les contribuables américains.» L'historien et journaliste ukrainien Taras Bilous* explique ici en quoi la position soi-disant pacifique d'une partie de la gauche occidentale est plus que problématique.

En tant que socialiste et internationaliste, j'abhorre la guerre. Mais le principe fondamental de l'autodétermination justifie la résistance des Ukrainien·nes ordinaires à l'invasion brutale de notre pays par Vladimir Poutine. Je vous écris depuis l'Ukraine, où je sers dans les forces de défense territoriale. Il y a un an, je n'aurais pas imaginé me trouver dans cette situation. Comme des millions d'Ukrainien·nes, ma vie a été bouleversée par le chaos de la guerre.

Au cours des quatre derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer des personnes que je n'aurais guère rencontrées dans d'autres circonstances. Certaines d'entre elles n'avaient jamais songé à prendre les armes avant le 24 février, mais l'invasion russe les a contraintes à tout laisser tomber pour aller protéger leur famille. Nous critiquons souvent les actions du gouvernement ukrainien et la manière dont la défense est organisée sans remettre en question

la nécessité de la résistance et en comprenant bien pourquoi, et pour quoi, nous nous battons.

En même temps, pendant ces mois, j'ai essayé de suivre et de participer aux discussions de la gauche internationale sur la guerre russo-ukrainienne. Et ce que je ressens aujourd'hui suite à ces discussions est la fatigue et la déception. Trop de temps passé à devoir réfuter la propagande russe manifestement fautive, trop de temps passé à expliquer pourquoi Moscou n'avait pas de «*préoccupations légitimes de sécurité*» pour justifier la guerre, trop de temps passé à affirmer les prémisses de base de l'autodétermination avec lesquelles tout gauchiste devrait déjà être d'accord.

Ce qui est peut-être le plus frappant dans nombre de ces débats sur la guerre russo-ukrainienne, c'est qu'ils ignorent l'opinion des Ukrainien·nes. Dans certaines discussions de gauche, les Ukrainien·nes sont encore souvent présentés soit comme des victimes

passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. Mais l'extrême droite constitue une nette minorité de la résistance ukrainienne, tandis que la majorité absolue des Ukrainien·nes soutiennent la résistance et ne veulent pas être de simples victimes passives.

Négociations

Ces derniers mois, et même parmi de nombreuses personnes bien intentionnées, on a entendu des appels de plus en plus forts, mais finalement vagues, en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement? Des négociations entre l'Ukraine et la Russie ont eu lieu pendant plusieurs mois après l'invasion, mais elles n'ont pas permis d'arrêter la guerre. Avant cela, les négociations sur le Donbass ont duré plus de sept ans avec la participation de la France et de l'Allemagne; mais malgré les accords signés et un cessez-le-feu, le conflit n'a jamais été résolu. Par ailleurs, dans une guerre entre deux États, les termes de la reddition sont généralement réglés à la table des négociations.

Un appel à la diplomatie ne signifie rien en soi si nous n'abordons pas les positions de négociation, les concessions concrètes et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement du déroulement des hostilités, qui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et cela peut accélérer la conclusion d'une paix juste.

La situation dans les territoires occupés du sud de l'Ukraine indique que les troupes russes tentent d'y établir une position permanente

car ils offrent à la Russie un couloir terrestre vers la Crimée. Le Kremlin utilise les céréales pillées dans ces territoires pour soutenir ses régimes clients et menace simultanément le monde entier de famine en bloquant les ports ukrainiens. L'accord sur le déblocage des exportations de céréales ukrainiennes, signé le 22 juillet à Istanbul, a été violé par la Russie le lendemain de sa signature par l'attaque du port de commerce maritime d'Odessa avec des missiles.

Pendant ce temps, des politiciens russes de haut rang, tels que l'ancien président et actuel vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, ou le chef de Roscosmos¹, Dmitri Rogozine, continuent d'écrire que l'Ukraine doit être détruite. Il n'y a aucune raison de croire que la Russie arrêtera son expansion territoriale, même si un jour il devient avantageux pour le Kremlin de signer une trêve temporaire.

Par ailleurs, 80 % des Ukrainien·nes considèrent que des concessions territoriales sont inacceptables. Pour les Ukrainien·nes, céder les territoires occupés signifie trahir leurs concitoyen·nes et leurs proches, et soutenir les enlèvements et les tortures quotidiennes perpétrés par les occupants. Dans ces conditions, le Parlement ne ratifiera pas de cession, même si l'Occident force le gouvernement ukrainien à accepter des pertes territoriales. Cela ne ferait que discréditer le président Volodymyr Zelensky et conduirait à la réélection d'autorités plus nationalistes, tandis que l'extrême droite serait récompensée par des conditions favorables au recrutement de nouveaux membres.

Le gouvernement de Zelensky est, bien entendu, néolibéral. Les gens de gauche et les syndicalistes ukrainiens se sont largement organisés contre ses politiques sociales et économiques. Cependant, en termes de guerre et de nationalisme, Zelensky est le politicien le plus modéré qui aurait pu arriver au pouvoir en Ukraine après l'annexion de la Crimée en 2014 et le début de la guerre dans le Donbass.

Il y a également eu quelques malentendus sur son propre bilan. Par exemple, de nombreux auteur/trices accusent aujourd'hui Zelensky de la politique linguistique nationaliste, centrée sur les restrictions de la langue russe dans la sphère publique et incluant la restriction de l'enseignement secondaire dans les langues des minorités nationales. En fait, ces lois linguistiques ont été adoptées au cours de la précédente législature, mais certaines de leurs dispositions sont entrées en vigueur après l'entrée en fonction de Zelensky. Son gouvernement a tenté à plusieurs reprises de les assouplir, mais a chaque fois fait marche arrière après des protestations nationalistes.

«Seul un mouvement intérieur de masse pour le changement en Russie peut ouvrir la possibilité d'un rétablissement de relations stables entre l'Ukraine et la Russie à l'avenir.»

Cela s'est manifesté après le début de l'invasion par ses appels fréquents aux Russes, son invitation au Kremlin à négocier, et ses déclarations selon lesquelles l'armée ukrainienne n'essaierait pas de reprendre les territoires

Depuis la rédaction de cet article, des changements importants sont intervenus, qui ont affecté les positions des parties concernées vis-à-vis d'éventuelles négociations et des perspectives de paix. Il s'agit tout d'abord de la contre-offensive réussie de l'Ukraine dans les régions de Kharkiv et de Kherson, ainsi que de la réponse du Kremlin à ces succès – mobilisation, annexion et bombardements massifs des infrastructures civiles.

Dans les circonstances actuelles, la Russie veut des négociations et un cessez-le-feu pour gagner du temps, former les mobilisés et reconstituer ses forces. Mais rien n'indique qu'elle soit prête à abandonner ses projets agressifs. À l'heure actuelle, un cessez-le-feu ne ferait que permettre à l'armée russe de se renforcer avant une nouvelle contre-offensive, et c'est pourquoi l'Ukraine ne manifeste pas d'intérêt pour des négociations.

La société ukrainienne est fatiguée de la guerre, et la perspective d'un hiver froid en effraie plus d'un·e. Mais la terreur russe n'a pas brisé la détermination des Ukrainien·nes. La joie avec laquelle les habitant·es des villes libérées ont accueilli les soldats ukrainiens n'a fait que confirmer la nécessité de poursuivre le combat.

Afin d'éviter que cette guerre ne se transforme en un conflit de longue durée, il est nécessaire de poursuivre et d'accroître la pression sur la Russie, maintenant qu'elle est affaiblie. Lorsque les espoirs de l'élite russe de voir la crise énergétique saper le soutien européen à l'Ukraine seront déçus et que l'armée ukrainienne lancera une nouvelle contre-offensive, il y aura peut-être enfin une chance de parvenir à une paix stable et juste.

Taras Bilous
22/11/2022

qui étaient sous contrôle russe avant le 24 février, mais chercherait à les récupérer par des moyens diplomatiques à l'avenir². Si Zelensky était remplacé par quelqu'un de plus nationaliste, la situation deviendrait bien pire.

Je n'ai pas besoin d'expliquer les conséquences d'un tel résultat. Il y aurait encore plus d'autoritarisme dans notre politique intérieure, les sentiments revanchards l'emporteraient, et la guerre ne s'arrêterait pas. Tout nouveau gouvernement montrerait beaucoup moins de retenue à bombarder le territoire russe. Avec une extrême droite revigorée, notre pays serait entraîné encore plus profondément dans un maelström de nationalisme et de réaction.

Ayant vu les horreurs de cette guerre, je comprends le désir d'en finir au plus vite. En effet, personne n'est plus impatient·e de voir la guerre se terminer que nous, qui vivons en Ukraine, mais il est également important pour les Ukrainien·nes de savoir comment la guerre va se terminer exactement. Au début de la guerre, j'espérais moi aussi que le mouvement anti-guerre russe obligerait le Kremlin à mettre fin à son invasion. Mais malheureusement, cela ne s'est pas produit. Aujourd'hui, le mouvement anti-guerre russe ne peut influencer la situation qu'en procédant au sabotage à petite échelle des chemins de fer, des usines militaires, etc³. Quelque chose de plus important ne sera possible qu'après la défaite militaire de la Russie.

Bien sûr, dans certaines circonstances, il pourrait être approprié d'accepter un cessez-le-feu. Mais un tel cessez-le-feu ne serait que temporaire. Tout succès russe renforcerait le régime de Vladimir Poutine et ses tendances réactionnaires. Il ne signifierait pas la paix, mais des décennies d'instabilité, de résistance de la guérilla dans les territoires occupés et d'affrontements récurrents sur la ligne de démarcation. Ce serait un désastre non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour la Russie, où une dérive politique réactionnaire s'intensifierait et où l'économie souffrirait des sanctions, avec de graves conséquences pour les civil·es ordinaires.

Une défaite militaire de l'invasion russe est

donc également dans l'intérêt des Russes. Seul un mouvement intérieur de masse en faveur du changement peut ouvrir la possibilité d'un rétablissement de relations stables entre l'Ukraine et la Russie à l'avenir. Mais si le régime de Poutine est victorieux, cette révolution sera impossible pendant longtemps. Sa défaite est nécessaire pour la possibilité de changements progressifs en Ukraine, en Russie et dans l'ensemble du monde post-soviétique.

Ce que les socialistes devraient faire

Il faut reconnaître que je me suis surtout concentré sur les dimensions intérieures – pour les Ukrainien·nes et les Russes – du conflit actuel. Pour de nombreux gens de gauche à l'étranger, les débats ont tendance à se concentrer sur ses implications géopolitiques plus larges. Mais à mon avis, en évaluant le conflit, les socialistes devraient tout d'abord prêter attention aux personnes qui y sont directement impliquées. Et deuxièmement, de nombreux gens de gauche sous-estiment les menaces que représente un éventuel succès de la Russie.

La décision de s'opposer à l'occupation russe n'a pas été prise par Joe Biden, ni par Zelensky, mais par le peuple ukrainien, qui s'est levé en masse dès les premiers jours de l'invasion et a fait la queue pour se procurer des armes. Si Zelensky avait capitulé à ce moment-là, il aurait seulement été discrédité aux yeux de la majeure partie de la société, mais la résistance aurait continué sous une forme

1. Agence spatiale russe.

2. Le gouvernement ukrainien a progressivement changé de position sur cette question, et après la contre-offensive de Kharkiv, plus personne ne parle de revenir à la ligne du 23 février 2022. La question de la Crimée et de la partie du Donbass qui était sous contrôle russe avant le 24 février est plus complexe et controversée que la libération des territoires occupés cette année. Cela exige une position plus nuancée pour celles et ceux qui prônent une paix juste basée sur l'autodétermination et les droits humains. Mais cette question nécessite un article à part entière...

3. Par exemple, l'organisation anarcho-communiste BOAK a revendiqué au moins trois actions: une attaque d'une tour de téléphonie mobile dans l'oblast de Belgorod pour perturber les communications militaires et deux attaques sur le chemin de fer pour perturber la fourniture de matériel militaire à l'armée russe en Ukraine, sans parler de tous les incendies de centre de recrutement restés anonymes, comme celui récent en Bachkirie.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogy 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

différente, dirigée par des forces nationalistes dures.

En outre, comme Volodymyr Artiukh l'a noté dans *Jacobin*⁴, l'Occident ne voulait pas de cette guerre. Les États-Unis ne voulaient pas de problèmes en Europe car ils voulaient se concentrer sur la confrontation avec la Chine. L'Allemagne et la France voulaient encore moins de cette guerre. Bien que Washington ait fait beaucoup pour saper le droit international (nous, comme les socialistes du monde entier, n'oublions jamais l'invasion criminelle de l'Irak, par exemple), en soutenant la résistance ukrainienne à l'invasion, ils font ce qu'il faut.

Pour parler en termes historiques, la guerre en Ukraine n'est pas plus une guerre par procuration que la guerre du Viêt Nam ne l'était entre les États-Unis d'une part et l'Union soviétique et la Chine d'autre part. Pourtant, dans le même temps, il s'agissait également d'une guerre de libération nationale du peuple vietnamien contre les États-Unis ainsi que d'une guerre civile entre les partisans du Nord et du Sud-Viêt Nam. Presque toutes les guerres sont à plusieurs niveaux; leur nature peut changer au cours de leur déroulement. Mais qu'est-ce que cela nous donne en termes pratiques?

Pendant la guerre froide, les internationalistes n'avaient pas besoin de louer l'URSS pour soutenir la lutte des Vietnamiens contre les États-Unis. Et il est peu probable que des socialistes aient conseillé aux dissidentes de gauche en Union soviétique de s'opposer au soutien au Viêt Cong. Aurait-on dû s'opposer au soutien militaire soviétique au Viêt Nam parce que l'URSS avait criminellement réprimé le Printemps de Prague de 1968? Pourquoi alors, lorsqu'il s'agit du soutien occidental à l'Ukraine, les occupations meurtrières de l'Afghanistan et de l'Irak sont-elles considérées comme des contre-arguments sérieux à l'aide?

Au lieu de voir le monde comme étant uniquement composé de camps géopolitiques, les internationalistes socialistes doivent évaluer chaque conflit en fonction des intérêts des travailleurs et de leur lutte pour la liberté et l'égalité. Le révolutionnaire Léon Trotsky a écrit un jour que, hypothétiquement, si l'Italie fasciste poursuivant ses intérêts avait soutenu le soulèvement anticolonial en Algérie contre la France démocratique, les internationalistes auraient dû soutenir l'armement italien des rebelles. Cela semble tout à fait juste, et cela ne l'a pas empêché d'être un antifasciste.

La lutte au Viêt Nam n'a pas seulement profité au Viêt Nam; la défaite des États-Unis dans ce pays a eu un effet dissuasif important (bien que temporaire) sur l'impérialisme américain. Il en va de même pour l'Ukraine. Que fera la Russie si l'Ukraine est vaincue? Qu'est-ce qui empêcherait Poutine de conquérir la Moldavie ou d'autres États post-soviétiques?

L'hégémonie américaine a eu des conséquences terribles pour l'humanité et elle est heureusement en déclin. Cependant, la fin de la suprématie américaine peut signifier soit une transition vers un ordre international plus démocratique et plus juste, soit une guerre de toutes contre toutes. Elle peut aussi signifier un retour à la politique des sphères d'influence impérialistes et au redécoupage militaire des frontières, comme aux siècles précédents.

Le monde deviendra encore plus injuste et

dangereux si les prédateurs impérialistes non occidentaux profitent du déclin américain pour normaliser leurs politiques agressives. L'Ukraine et la Syrie sont des exemples de ce que sera un «monde multipolaire» si les appétits des impérialismes non occidentaux ne sont pas réduits.

Plus cet horrible conflit en Ukraine se prolonge, plus le mécontentement populaire dans les pays occidentaux pourrait grandir en raison des difficultés économiques entraînées par la guerre et les sanctions. Le capital, qui n'aime pas la perte de profits et veut revenir au «business as usual», peut essayer d'exploiter cette situation qui peut également être utilisée par les populistes de droite qui ne voient pas d'inconvénient à partager des sphères d'influence

avec Poutine.

Mais pour les socialistes, utiliser ce mécontentement pour demander moins d'aide à l'Ukraine et moins de pression sur la Russie serait un rejet de la solidarité avec les opprimés.

Taras Bilous*

* Historien ukrainien, rédacteur en chef de *Commons: Journal of Social Criticism* (commons.com.ua), et activiste de l'organisation *Sotsial'nyy Rukh* (Mouvement social: <https://rev.org.ua/sotsialnyi-ruk-who-we-are>). Cet article a été publié dans *Jacobin*, une voix majeure de la gauche américaine, offrant des perspectives socialistes sur la politique, l'économie et la culture (<https://jacobin.com/2022/07/ukraine-russia-war-putin-socialism-resistance>).

4. <<https://jacobin.com/2022/03/ukraine-socialist-interview-russian-invasion-war-putin-nato-imperialism>>

BOSNIE/MIGRATIONS

En route en Bosnie-Herzégovine

Notre dernier voyage en Bosnie-Herzégovine et en Croatie remonte à un an et demi. Nous avons alors rencontré plusieurs collectifs de la société civile, ainsi que des personnes qui s'engagent en faveur des réfugié·es sur la route des Balkans. Depuis, nous soutenons ces personnes courageuses et sommes resté·es en contact avec elles. Aujourd'hui, nous* leur avons rendu à nouveau visite.

Notre motivation pour ce voyage était avant tout de développer les contacts personnels, de ressentir la situation sur place et de collecter des informations qui pourraient nous aider en Suisse à empêcher les renvois Dublin de requérant·es d'asile vers la Croatie. Notre séjour d'une semaine a été rythmé par la visite de plusieurs lieux en conséquence.

Première étape, le 10 novembre 2022: arrivée dans la petite ville de Velika Kladuša en Bosnie – l'un des principaux points de passage pour les personnes fuyant vers l'Europe occidentale – située non loin de la frontière croate. Ces dernières années, des milliers de personnes sont arrivées dans la ville et le canton d'Una Sana pour tenter leur chance. Mais la plupart des personnes en quête de protection ont été renvoyées illégalement en Bosnie par les garde-frontières croates, avec le soutien de Frontex. Il existe des centaines de témoignages et de preuves de mauvais traitements et d'humiliations systématiques.

Aujourd'hui, la ville est beaucoup plus calme que la dernière fois. Nous croisons peu de migrant·es dans les rues. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus personne sur la route. Nous rencontrons Admir, qui gère avec son père un café et une auberge où les réfugié·es peuvent séjourner et se ressourcer. Il fait partie de ceux que l'on appelle les «locaux», les habitant·es de la région qui s'engagent pour les réfugié·es. Il est toujours très occupé à remonter le moral des désespéré·es, à organiser l'hébergement et d'autres formes d'aide. Les autorités ont tenté à plusieurs reprises de lui mettre des bâtons dans les roues, en vain jusqu'à présent.

Un vide fantomatique

Alma, enseignante dans un village voisin, a fondé l'association *Rahma* (en français: grâce), qui a été la première initiative locale à être officiellement reconnue comme organisation

d'aide. Le lendemain, nous visitons son local où il y a des espaces pour la nourriture, les vêtements, les chaussures, les machines à laver et les douches pour les passant·es. Son collaborateur Idin, également enseignant, prépare un transport de nourriture et de produits d'hygiène qu'il doit apporter aux bâtiments auparavant vides où les réfugié·es sont installé·es provisoirement. *Rahma* effectue régulièrement ce genre de transport mais aujourd'hui, un appel téléphonique vient l'en empêcher. Alma raconte que les squats ont été évacués par la police et que tous les «habitant·es» ont été déporté·es. Nous partons de notre côté pour comprendre la situation sur place: il n'y a plus personne dans la maison isolée et inachevée à la campagne, où les «*people on the move*» avaient trouvé refuge et qu'ils appellent «*Bon courage*».

Devant la maison, une paire de chaussures abandonnées, comme si leur propriétaire s'était volatilisé. Une vision fantomatique s'offre également à nous dans l'immense ruine d'une usine à la périphérie de Velika Kladuša: partout, dans les pièces et les halls nus, des traces des personnes soudainement disparues qui nous font prendre conscience de l'ampleur de la misère de ces personnes en fuite. Nous apprendrons plus tard que les migrant·es ont été emmené·es de force en bus vers le tristement célèbre camp d'État de Lipa, mais que certaines auraient déjà repris le chemin du retour par leurs propres moyens. Le sens de cette opération policière reste totalement obscur. S'agit-il d'un simple harcèlement et d'une intimidation ou y a-t-il autre chose derrière?

Soutiens internationaux et locaux

Outre les soutiens locaux, nous rencontrons les activistes internationaux de *No Name Kitchen* et *Blindspot*, tous des jeunes qui restent généralement ici au moins un mois pour aider de diverses manières les «*people on the move*».

Iels doivent agir avec beaucoup de prudence, car même la plus petite aide est une épine dans le pied des autorités et peut donner lieu à des représailles. Le collectif *Medical Volunteer International* (MVI) est officiellement reconnu aux côtés de *Rahma*, mais n'est autorisé qu'à fournir les premiers secours. Le transport de blessé·es ou de malades vers un hôpital leur est déjà interdit. Tant les internationaux que les locaux rapportent que les *pushbacks* brutaux se poursuivent, mais moins qu'avant, et qu'entre-temps, les migrant·es qui arrivent en Croatie reçoivent une notification d'obligation de quitter le territoire dans les sept jours, ce qui leur permet quand même de poursuivre leur voyage.

Outre les nombreux réfugié·es afghan·es, de nombreuses personnes en provenance du Burundi ont récemment pris la route et ont pu entrer en Serbie sans visa. Mais cette voie est à nouveau bloquée depuis, sous la pression de l'UE et de la Suisse. Certain·es sont arrivé·es en Suisse via la Bosnie et la Croatie, ont demandé l'asile, mais risquent d'être renvoyé·es en Croatie selon la procédure Dublin.

L'après-midi du 12 novembre, nous poursuivons notre route vers Bihać, chef-lieu du canton, et rencontrons Daka et Nicola de *Kompas*, un collectif également reconnu officiellement et originaire de Sarajevo. L'association a ouvert ses locaux en janvier 2022 et depuis, environ 1300 réfugié·es sont passés par là. Le local est situé à l'extérieur de la ville, sur la route menant à Velika Kladuša. Les activistes solidaires offrent du thé aux personnes de passage, lavent leur linge, rechargent leurs téléphones et mettent des douches à disposition. En outre, les voyageur·euses peuvent choisir des vêtements et des chaussures dans un magasin gratuit. Depuis environ trois mois, beaucoup moins de personnes passent chez *Kompas*. Malgré des conditions très précaires, les femmes et les mineur·es ont tendance à rester dans les camps, tant à Bihać qu'à Lipa, en raison des *pushbacks* et par peur de l'hiver. C'est pourquoi les activistes en profitent pour distribuer des vêtements aux autochtones qui ne possèdent pas grand-chose non plus.

L'après-midi du 13 novembre, nous sommes en route de Bihać vers Sarajevo. Le trajet en voiture traverse des vallées au paysage montagneux, un haut plateau dans le brouillard, des villages aux minarets graciles et de petites villes. Là où le soleil passe, il baigne le paysage d'une douce lumière automnale qui rend irréelles les maisons détruites que nous voyons



«Love everyone - Je vous aime tous»: Le salut d'un migrant sur le mur d'une usine en ruine à Velika Kladuša.

presque partout. La guerre est terminée depuis 27 ans, mais les blessures sont profondes.

Des containers et des humains

Arrivé·es à Sarajevo, nous rencontrons Dijana Muzicka de *Caritas*; elle est responsable pour les questions de migration. Elle nous donne un aperçu des lieux et des activités de *Caritas* et nous permet de visiter deux camps de réfugié·es dans les environs. Accompagné·es par une jeune collaboratrice, nous nous rendons d'abord dans le camp d'Uzevak pour les familles et les mineurs. Le camp se compose principalement de containers en tôle avec des lits superposés. *Caritas* a aménagé un «*Social Corner*», c'est-à-dire une pièce où les résident·es actuel·les peuvent boire un thé et s'occuper en dessinant ou en jouant à des jeux de société. Il semble que ce soit le seul endroit accueillant du camp. Une cuisine collective est en projet, où les personnes réfugiées pourront cuisiner leur propre nourriture. Sur le mur d'un container qui abrite un petit atelier de couture, on peut voir la photo d'une femme musulmane habillée à la mode sous l'emblème de l'OIM (Organisation internationale des migrations).

L'OIM organise également des défilés de mode, comme si elle ne savait pas quoi faire des millions qu'elle reçoit des États membres et de l'UE. L'organisation est présente dans la

gestion des camps gouvernementaux et par le biais d'affiches appelant les personnes à retourner «volontairement» dans leur pays d'origine. Les organisations les plus diverses ont collé leurs logos sur les containers, dont la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC). Mais les conditions de vie des personnes restent ici très rudimentaires. Heureusement, il n'y a actuellement qu'environ deux cents personnes dans le camp.

Nous nous rendons ensuite au camp de Blazu pour les hommes voyageant seuls, où un collaborateur de *Caritas* nous accueille et nous fait visiter le camp. Le terrain est beaucoup plus vaste et un mirador s'élève dans le ciel au-dessus des containers, mais il ne serait plus en service. Le camp a été construit sur un ancien terrain militaire, comme presque tous les camps de Bosnie-Herzégovine. Il accueille actuellement 1800 hommes, principalement des Afghans, pour une capacité d'accueil de 2000. Ici aussi, il existe de petits projets de *Caritas* et d'autres organisations, mais les conditions restent extrêmement précaires. C'est l'heure du déjeuner: les hommes s'alignent en une longue file pour collecter leur repas. Cela peut durer deux bonnes heures avant que le dernier ne soit nourri. Avec le recul, nous nous demandons jusqu'à quel point ces visites de camps sont utiles. On nous fait officiellement visiter le camp et on nous donne à voir ce que l'on a le droit de voir, et il n'est guère possible de parler avec les migrant·es. Nous pensons qu'il est malgré tout important de garder un pied dans la porte.

Une nouvelle route vers l'Europe?

Dans le local de *Kompas 071* à Sarajevo, Ilma, une jeune femme très chaleureuse portant le hijab, le foulard des femmes musulmanes, nous accueille. L'association fonctionne avec trois personnes rémunérées et deux bénévoles. Ici aussi, il y a un magasin gratuit, des machines à laver et des douches. Environ quarante personnes passent chaque jour. Elle nous fait un rapport détaillé sur la situation actuelle. Sarajevo est toujours un lieu de passage important, tout comme Tuzla, d'où les réfugié·es traversent la République serbe de Bosnie pour rejoindre la Croatie et l'UE à Gradiška. Il s'agit

Stop Dublin Croatie

Depuis cet été, les permanences des collectifs «Droit de rester» en Suisse romande reçoivent de très nombreuses demandes de soutien de la part de requérant·es d'asile menacé·es de renvoi Dublin vers la Croatie. Les récits du passage en Croatie se ressemblent: d'une part, les autorités font signer aux personnes des documents dans une langue qu'elles ne comprennent pas. D'autre part, les personnes concernées subissent des traitements dégradants ainsi que des violences physiques, voire sexuelles. Les épisodes de refoulements illégaux sont également fréquents. Face à ces menaces de renvoi de la Suisse vers la Croatie, la résistance s'organise. Une action collective a été entreprise en octobre, avec une lettre ouverte au Secrétariat d'État aux Migrations (SEM): il doit stopper immédiatement les renvois vers la Croatie. Le SEM continue de faire la sourde oreille et à rendre des décisions de renvois rapides et bâclées. Certaines personnes n'ont même pas pu documenter leur état de santé avant l'audition d'asile.

Pour dénoncer ces pratiques et pour mettre la pression sur la politique d'asile inhumaine du SEM, une pétition urgente a été lancée.

Vous pouvez la signer à l'adresse <<https://act.campax.org/petitions/stop-dublin-croatie>>.

Elle sera probablement déposée au Palais fédéral à la mi-décembre, merci de la faire tourner rapidement parmi vos connaissances solidaires!

Sophie Guignard,
Solidarité sans frontières

Plus d'informations sur le blog <sosf.ch>

Et Riace?

Le 5 novembre dernier, à Marseille, la place de l'hôtel de ville résonne de slogans et chansons antifascistes italiennes. Une petite foule multicolore attend la sortie de Domenico Lucano, ancien maire de Riace, petit village calabrais devenu emblématique de l'accueil et de l'intégration des migrants en Italie, à qui le maire de Marseille, Benoît Payan, vient de décerner la médaille d'honneur de la ville.

d'une nouvelle route qui est dangereuse. De nombreuses personnes ont déjà perdu la vie en traversant la Save à Gradiška. 90 pour cent des voyageurs sont actuellement des Afghanes. En effet, la Turquie renvoie massivement les personnes originaires d'Afghanistan dans leur pays d'origine. Les Iraniens sont également de plus en plus nombreux. Depuis que le bruit s'est répandu que la Croatie délivrait un «*papier de 7 jours*», les *people on the move* voient à nouveau de meilleures chances.

Lorsque nous rencontrons des représentantes de *Are You Syrious*, de *Border Violence Monitoring Network* et du *Center for Peace Studies* à Zagreb, la capitale croate, sur le chemin du retour vers la Suisse, elles nous expliquent que le document n'est pas un «laisser-passer» pour l'Europe – au contraire, il appelle à quitter aussi bien la Croatie que l'UE. L'odyssée des personnes en quête de protection n'est pas terminée pour autant. À partir du 1er janvier 2023, la Croatie deviendra probablement membre de l'espace Schengen. D'ici là, une pratique un peu plus légère semble prévaloir, probablement en raison des nombreuses critiques concernant les violations des droits humains à la frontière avec la Bosnie. La Croatie ne veut pas perdre sa probable admission dans l'espace Schengen. Mais que se passera-t-il ensuite? Il faut s'attendre à une fermeture encore beaucoup plus importante à partir de 2023 envers les pays hors UE et Schengen, tels que la Serbie et la Bosnie. La Croatie deviendra alors le chien de garde de l'espace Schengen.

Le fait que la Suisse renvoie les requérants d'asile vers la Croatie selon la procédure Dublin est critiqué par toutes les personnes que nous rencontrons. Selon elles, la situation des droits humains pour les réfugiés est catastrophique. Nos interlocutrices nous donnent de nombreuses informations qui confirment ce fait. Aux Pays-Bas et en Allemagne, des décisions de justice ne permettent plus de procéder à des renvois automatiques. Depuis notre retour en Suisse, nous évaluons toutes les informations et espérons pouvoir amener la Suisse à renoncer également aux renvois. Nous reviendrons vers vous en janvier.

Michael Rössler
membre du FCE-Suisse

* Membres de la délégation: Sophie Guignard (Solidarité Sans Frontières), Miriam Helfenstein (No-Frontex), Claude Braun, Camillo Römer, Michael Rössler (FCE/Cercle d'Amis Cornelius Koch).

Quand il apparaît dans l'encadrement de la porte, la foule ne cesse de l'applaudir et de lui adresser toutes sortes d'encouragements, tandis que Lucano pleure d'émotion, face à l'expression d'une telle solidarité.

Lors d'un court entretien pour Radio Zinzine, on lui demande ses impressions sur cet accueil et Lucano nous répond: «*C'est toujours une grande gratification quand je voyage en Italie et en Europe, de sentir autour de moi une solidarité si forte, si belle. Je résiste grâce à ça et j'y pioche l'enthousiasme pour continuer. Je tiens donc à remercier le maire de Marseille pour cette médaille qui arrive dans un moment crucial du parcours judiciaire, le procès en appel, qui devrait se terminer en janvier ou février 2023. Cela me montre davantage le clivage profond qui existe dans la vision des faits à l'étranger par rapport à l'Italie. Comment est-il possible qu'elles soient aussi différentes? D'un côté des Alpes on me traite de criminel, comme le signifie l'intitulé de la peine à laquelle j'ai été condamné en première instance par le tribunal*, tandis que de l'autre, je suis considéré digne de recevoir de tels honneurs. J'espère que cette médaille fera réfléchir les organes judiciaires italiens puisque le monde entier s'exprime ainsi par rapport à Riace: je ne peux plus compter les expressions de solidarité et d'appréciation que j'ai reçues ces dernières années. Au début j'étais surpris, puis j'ai compris: Dans un monde où l'on dresse de plus en plus des murs et des barbelés, la petite commune de Riace est devenue le symbole de l'espoir pour un monde meilleur.*

En Italie, le procès en appel de Domenico Lucano et du «modèle Riace» vient de commencer.

Vu le contexte politique dans lequel il se déroulera, c'est-à-dire après la victoire de l'extrême droite aux dernières élections, parler d'un monde meilleur et d'espoir dans la justice devient de plus en plus difficile. Domenico Lu-

cano était déjà l'«ennemi personnel» de Salvini quand ce dernier, à l'époque ministre de l'Intérieur, promulguait ses décrets scélérats sur la fermeture des ports italiens aux bateaux de sauvetage. Décrets qui redeviennent tristement d'actualité ces derniers jours, où l'on voit dériver un millier d'êtres humains entassés dans des bateaux qui se voient refuser l'accès à un port sûr, sauf en cas de danger de mort imminente, danger qui doit être vérifié par des inspections à bord. Les autres, je cite le nouveau ministre de l'Intérieur italien, sont «une charge résiduelle» à caser ailleurs. «Amen». Car il ne faut pas oublier que ce nouveau gouvernement se présente comme défenseur des «valeurs chrétiennes»! Lesquelles exactement, on ne sait pas. Peut être les éclairages de Noël.

Pour la droite au pouvoir en Italie, c'est un point d'honneur d'empêcher les bateaux des ONG de débarquer sur les côtes italiennes, elle l'a promis à son électorat. C'est une priorité de montrer l'impossibilité d'accueillir, encore moins, d'accueillir dignement, avec des propositions socialement intéressantes, comme c'était le cas à Riace. Le procès contre Domenico Lucano et le modèle Riace est donc bel et bien un procès politique et l'urgence de criminaliser cette expérience pour la détruire et en effacer la mémoire est de plus en plus pressante.

Ont-ils atteint leur but?

Domenico Lucano nous répond, dans la suite de son entretien pour Radio Zinzine: «*Paradoxalement, la condamnation qui aurait dû mettre un point final à l'expérience de Riace est devenue l'étincelle d'une renaissance. Même si je me révolte à l'idée que tout projet ne puisse se réaliser que grâce à l'argent, la récolte de fonds qui a soutenu Riace nous a permis de faire renaître l'accueil. Nous avons accueilli 5 familles d'Afghanistan et beaucoup de personnes d'Afrique subsaharienne, surtout des femmes et des enfants refoulés depuis l'Allemagne. Nous avons une école, un centre aéré, une crèche et une cantine. Les ateliers ont rouvert leurs portes: le Village Global reprend vie. Il y a un couple de Hérat, fuyant la persécution talibane, qui vient d'arriver à Riace et qui est en train de construire un atelier d'art. Comme le disait le Pape: 'Quand un laboratoire d'expérimentation naît, une prison s'effondre'.*

Le 30 novembre, lors du procès en appel, la parole passera à la défense. On attend cette date pour refaire le point judiciaire de manière exhaustive, dans un contexte qui, hélas, est de plus en plus noir et étouffant et où la solidarité devient de plus en plus un crime à punir. Dans une mer d'indifférence et de mort.

Barbara Vecchio
Radio Zinzine

A ECOUTER ET LIRE

Le long du fleuve de la vie

Le groupe Musique Simili, connu pour ses performances originales, touchantes et enflammées sur la scène musicale suisse, entreprend avec sa dernière production «Danube, mon amour» un voyage lyrique, musical et pictural le long d'un Danube imaginaire, d'après des poèmes de Michael Rössler, qui, outre sa poésie, écrit également régulièrement pour Archipel.

«Danube, mon amour» parle des sentiments de l'enfance, de l'éveil de l'Éros et de l'amour, de la résistance à la guerre et à l'oppression, de la nostalgie et de l'espoir. Ainsi, ce voyage n'est pas dédié aux palais et aux rois, mais aux cabanes et aux gens simples. Voici un extrait du poème «Guerre» mis en musique pour le livre audio:

«Cri rouge de la sirène, cri jaune de la hyène

Je jette mon cœur battant dans les étendues muettes de la résistance.»

La carte qui accompagne cet archipel vous permet de commander (bilingue français et allemand) «Danube, mon amour» pour 30 CHF/euros + frais de port.

Un beau cadeau qui touche tous les sens, fait réfléchir et sans oublier de faire plaisir.

Adresse de commande: Edition Simili, Beundenweg 6, CH-3235 Erlach
Tél ++41 (0) 32 313 40 13
musique(chez)simili.ch - www.simili.ch

* Domenico Lucano a été condamné en première instance à 13 ans et 2 mois de prison et 500.000 euros d'amende. Une peine totalement injuste et démesurée qui fait trembler les consciences d'indignation.

Lettre de Chine

Dans les médias occidentaux, la Chine est souvent présentée comme un monolithe avec sa posture totalitaire, son contrôle des citoyen·nes et ses ambitions impérialistes. Ceci contribue à une polarisation croissante dans les imaginaires que l'on peut, depuis l'Europe, avoir de ce pays et de sa population. En revanche, il est très rare d'entendre des Chinois·es qui ne font pas partie de l'élite exprimer le fond de leur pensée sur l'évolution de la société, le contrôle social ou encore les non-dits politiques. Nous publions ici une lettre qui nous est parvenue d'une source crédible et qui nous permet de mieux comprendre comment la situation actuelle peut être vécue de l'intérieur.

Aujourd'hui, la vie quotidienne des Chinois·es est très pénible, il faut faire un test PCR tous les trois jours pour voyager normalement. La politique anti-épidémie de la Chine a entraîné de nombreuses situations inhumaines et de nombreuses tragédies. Même si ces informations sont bloquées en Chine, il est toujours possible d'en trouver une partie sur YouTube.

La situation économique de la Chine, couplée à la politique de prévention des épidémies, s'est détériorée et tous les domaines de la vie ont été touchés. Il est devenu plus difficile de gagner de l'argent et de trouver un emploi. Cela vaut pour de nombreux métiers. Nombreux/ses sont celles et ceux qui ont quitté les grandes métropoles pour retourner dans leur ville natale. Certaines personnes souffrant de problèmes de santé souhaitent immigrer à l'étranger, et celles qui n'en souffrent pas ne peuvent qu'endurer pour gagner leur vie. On ne peut penser qu'à soi-même, ce qui entraîne égoïsme et engourdissement de la société. Je ne sais pas ce que nous pouvons changer, en tout cas en Chine, le pouvoir des individus est trop faible, et il n'y a aucune chance de former un pouvoir collectif.

En grandissant, ce que j'ai connu de plus stressant est le contrôle de la parole; beaucoup de nouvelles ne survivent pas 15 minutes sur l'internet chinois. Je ne sais pas à quoi ressemblerait la vie dans un pays démocratique, mais au moins tout le monde peut exprimer son mécontentement. Ici, on ne peut même pas parler.

Je suis heureux que vous soyez prêt à m'écouter. Il y a peu de gens dans mon pays qui peuvent même communiquer ces choses. Vous savez que beaucoup de gens sont engourdis et insensibles, ou que certaines personnes sont également insatisfaites de leur vie actuelle, mais leur perspective peut être étroite.

Taiwan

La plupart des gens dans la vie quotidienne ne discutent pas de la question de Taiwan. Du moins, beaucoup de gens ne comprennent pas l'histoire fondamentale de la question de Taiwan. Même si certaines personnes en discutent, leurs opinions restent guidées par l'éducation et la propagande du PCC. Par exemple: «*Taiwan est une partie inaliénable de la Chine*».

J'ai des ami·es de Taiwan qui communiquent avec des ingénieur·es à Pékin, et nous discutons occasionnellement de ces questions. Mon opinion est la suivante: le fait que Taiwan appartienne à la Chine ou non est historiquement controversé. Il est impossible d'atteindre

une conclusion qui satisfera tout le monde, et il est préférable de maintenir le statu quo, parce que tout changement majeur affectera la vie des gens ordinaires. Cela apportera des bouleversements, bons et mauvais, mais les bouleversements sont souvent moins bons qu'une vie stable. Mais je pense que le Parti communiste chinois ne manquera pas de faire quelques gestes pour annexer Taiwan, car cela correspond à ses besoins politiques de «*grand rajeunissement de la nation chinoise*», et il en a besoin pour établir sa propre légitimité.

Internet

Il y a trop de «sujets sensibles» et de «mots sensibles» qui ne peuvent pas y être mentionnés. Si cela touche une discussion de groupe relativement importante, il se peut que certaines personnes reçoivent un avertissement ou soient même détenues par la police. Par conséquent, les personnes qui comprennent parlent rarement sur Internet. Celles qui s'y expriment sont souvent des personnes irrationnelles qui expriment leur patriotisme. Beaucoup de gens parlent même délibérément de sujets patriotiques sans queue ni tête pour attirer l'attention. Si vous contredisez les commentaires irrationnels et patriotiques, vous risquez d'être signalé·es par de nombreuses personnes, votre compte sera interdit de parole, ou même bloqué. Au cours du premier semestre de cette année, une chose intéressante s'est produite sur Internet. Pen-

dant cette période, de nombreuses tragédies se sont produites dans la ville confinée de Shanghai. De nombreuses personnes ont enregistré leur vie en vidéo. Une personne a finalement monté ces vidéos ensemble et a réalisé un film documentaire de cinq ou six minutes. Dans ce court-métrage, il n'y a aucune remarque contre le gouvernement, ni aucune prise de position directe. Il ne fait qu'assembler des séquences montrant les changements réels dans la vie de chacun·e.

Bien sûr, beaucoup de gens peuvent comprendre ce que cela signifie. Cette vidéo a été largement repostée sur Internet, et elle a été supprimée par le gouvernement. Cela a duré plusieurs jours. Les internautes ont dit que si elle disparaissait, ils la reposteraient. C'est devenu un concours entre les internautes et le gouvernement. Bien sûr, cette affaire s'est progressivement calmée après quelques jours. Heureusement, cela concernait un nombre de gens relativement important, et pour autant que je sache, personne n'a été puni pour cela, ce qui m'a également fait prendre conscience d'un point: lorsqu'un groupe est suffisamment important pour s'unir, le gouvernement a peur, il ne peut pas arrêter autant de monde, il ne peut que «*Tuer un poulet pour effrayer les singes*», proverbe qui signifie attaquer quelques personnes pour l'exemple.

C'est aussi pourquoi le gouvernement chinois a peur du pouvoir de la société civile, et en contrôle habituellement les organisations. Aujourd'hui, même les églises chrétiennes sont surveillées, et les activités des églises doivent se dérouler sous des caméras installées par le gouvernement. Un incident aussi grave que celui du pont SiTong¹ est très rare en Chine. La plupart des gens n'osent pas, cependant, beaucoup de personnes individuelles qui ont été injustement traitées se sont ensuite plaintes au gouvernement. La durée de survie sur Internet en Chine est très courte. On dit qu'après l'incident de SiTong, les interdictions de comptes ont été les plus nombreuses de l'histoire de la Chine, avec plus de 600.000 comptes WeChat² bloqués.

J'ai résumé grossièrement la logique qui



Photo Eva Rammeloo, Shanghai 26 novembre, des gens brandissent des feuilles de papier blanc. «*Nous n'avons pas besoin d'écrire quoi que ce soit dessus. C'est le symbole de la révolution du peuple*».

déclenche le contrôle de la parole, sur la base de ce que je sais. Les discussions privées en tête-à-tête ne posent généralement aucun problème. S'il y a peu de personnes dans la discussion de groupe, il n'y a pas de problème, mais si quelqu'un dans le groupe est publié sur des plateformes publiques telles que Moments³ ou Weibo⁴, son compte est en général supprimé, et s'il influence l'opinion publique à grande échelle, il peut être puni.

Ce que j'ai dit ci-dessus est ce que j'ai vu et ce à quoi j'ai pensé. Bien sûr, je ne peux pas représenter «les Chinois·es», et je ne suis pas typique non plus. À mon avis, la plupart des gens sont insensibles à la politique, et même beaucoup n'ont pas le bon sens de base pour examiner ces questions. Et de toutes façons, tout le monde a peur de parler de politique. On ne peut le faire que prudemment, entre particuliers. Je ne sais pas combien de personnes ont une pensée indépendante, mais cela doit être une minorité. Un ami m'a dit qu'il avait l'impression que de plus en plus de gens se réveillaient pendant l'épidémie de ces dernières années, mais je ne suis pas d'accord. Je pense que la plupart des gens sont encore engourdis et oubliés.

Je me rends compte que j'ai beaucoup écrit et pas de manière très organisée. J'ai peut-être un arriéré d'émotions que je voulais évacuer. Il y a vraiment très peu de personnes en Chine qui peuvent discuter ensemble de ces questions, et même s'il y en a, il y en a très peu qui peuvent en discuter à un certain niveau.

Je n'affirme pas que ce que j'ai dit soit juste, et je respecte le fait que d'autres aient un point de vue différent, mais j'ai parfois l'impression que trop de gens sont trop lourdement endoctrinés par l'idéologie, l'éducation, la propagande gouvernementale (nous avons un mot pour ça: lavage de cerveau *xi nao*), de sorte

qu'ils ont perdu le bon sens et la logique les plus élémentaires. Et beaucoup de gens ont du mal à accepter que vous ayez un point de vue différent du leur, alors il vaut mieux ne pas parler que d'avoir une discussion désagréable.

J'utilise un VPN⁵ depuis longtemps, et il coûte des centaines de dollars chaque année. S'il venait à ne plus fonctionner, je me sentirais très vulnérable, car c'est le seul moyen pour moi d'avoir une connexion normale avec le monde extérieur. J'entends la différence et j'ai un réel besoin d'informations dans ma vie professionnelle. (Vous devez savoir à quel point *Baidu*⁶ est mauvais. Quand vous faites une recherche, les premiers contenus sur lesquels vous tombez sont généralement des publicités commerciales trompeuses, et lorsqu'il s'agit de contenus professionnels, Baidu ne trouve pas grand-chose).

Quoi qu'il en soit, je vous remercie énormément de m'avoir accordé votre attention.

Zhang Wei⁷

1. Le 8 octobre dernier, un homme déguisé en ouvrier a accroché des banderoles sur ce pont routier à Pékin: des slogans contre la politique sanitaire et surtout contre le président chinois Xi Jinping. Arrêté, l'homme a disparu, comme d'ailleurs les images et les commentaires relatifs à l'événement, totalement censurés sur les réseaux sociaux chinois.

2. Application mobile de messagerie textuelle et vocale très populaire en Chine. En 2018, elle comptait plus d'un milliard de comptes dans le monde.

3. Service de microblog fourni par WeChat qui permet de poster dans un message quelques images et des textes courts.

4. Site chinois de microblogage.

5. Système permettant de créer un lien direct entre des ordinateurs distants, qui isole leurs échanges du reste du trafic se déroulant sur des réseaux de télécommunication publics et assure ainsi leur sécurité.

6. Entreprise Internet chinoise dotée d'un moteur de recherche en chinois. En 2018, dans un contexte de censure de l'Internet chinois, le patron de Baidu devient l'un des vice-présidents de la fédération regroupant 300 acteurs du web pour soutenir les «valeurs centrales du socialisme» et donc du Parti communiste au pouvoir.

7. Pour des raisons de sécurité évidentes, l'auteur utilise le pseudonyme de Zhang Wei, qui est la combinaison nom + prénom la plus courante en Chine.

débuté en décembre dernier en France se poursuit, et 85% du territoire français est toujours soumis à des restrictions d'eau, contre plus de 90% à la fin de l'été. Les experts agricoles favorisent désormais souvent une reconversion de l'agriculture vers la culture de céréales peu exigeantes telles que le sorgho, une variété de mil très utilisée en Afrique, afin de s'adapter aux exigences du changement climatique. Le maïs est toutefois considéré comme une culture rentable sans investissement important et est utilisé dans l'élevage intensif à des fins d'alimentation animale.

Seuls 6 % des exploitations agricoles de ce département de l'ouest de la France, soit une centaine sur un total de 1800, bénéficieraient des bassins de rétention, qui risquent à leur tour d'épuiser davantage les réserves d'eau souterraine. De plus, la zone humide des marais poitevins, très appréciée des touristes et précieuse pour sa biodiversité, serait menacée. Comme les travaux sont financés en grande partie par les pouvoirs publics mais qu'ils servent des objectifs privés et profitent à un certain type d'agriculture controversé, le mécontentement se manifeste également à proximité immédiate du site concerné par la construction du bassin.

Un agriculteur, qui cultive lui-même des céréales et gère une exploitation peu gourmande en eau, a donc mis son terrain à la disposition des protestataires jusqu'au 19 mai de l'année prochaine, comme il ne cesse de le répéter aux médias, car à partir du 20 mai, des mesures locales de protection des oiseaux entreraient en vigueur pour une période de nidification de trois mois et la zone sera alors protégée de tout accès humain. Pendant ce temps, des campements de protestation pourront toutefois rester sur son champ, à l'abri des forces de l'ordre, puisque l'agriculteur en détient le droit de propriété.

La clôture de chantier se trouve à environ un kilomètre et demi de l'endroit où la masse des protestataires a campé le week-end précédent et s'est rassemblée pour la manifestation d'ouverture. En revanche, la préfète – représentante de l'État dans le chef-lieu du département – avait interdit à l'avance le défilé de 4000 personnes, selon la police, 8000 selon les organisateur/trices, l'arrêté d'interdiction ayant été connu alors que de nombreux participant·es se trouvaient déjà sur le chemin du retour. Dans ce contexte, d'importantes forces de police et de gendarmerie – 1500 à 1600 agents avaient été rassemblés à cet effet – ont tenté d'empêcher le passage de la propriété privée vers le site de construction et de protéger la clôture de chantier. Celle-ci a été protégée à l'aide de matraques et de gaz lacrymogènes. En réaction, des objets ont été lancés.

C'est dans ce contexte que le ministre de l'Intérieur Darmanin a inventé l'expression de soi-disant «écoterrorisme», en référence à un débat qui a eu lieu aux États-Unis dans les années 1980 et 1990. Il s'agissait alors de groupes qui faisaient effectivement usage de la violence armée lors d'actions de «libération animale». En France, dans le contexte actuel, où il était question de ce que l'on appelle des délits de manifestation, mais en aucun cas de violence potentiellement mortelle ou même de délits contre des tiers non impliqués, de nombreux représentant·es des médias et de l'opposition ont rejeté le discours sur la «terreur» et

Au moment où nous mettons sous presse, des manifestations ont éclaté dans les villes et les campus universitaires chinois, déclenchées par une colère généralisée contre les restrictions strictes imposées à cause du Covid depuis près de trois ans et par l'indignation suscitée par un incendie mortel largement imputé aux mesures de confinement. L'incendie meurtrier d'un immeuble d'habitation à Urumqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang a déclenché un mouvement de protestation sans précédent, aussi bien du fait qu'il émerge un peu partout en Chine que parce qu'il manifeste une solidarité avec les Ouïghour-es.

FRANCE

Soulèvements de la terre

L'«éco-terrorisme» a été le mot d'ordre en France dans les premiers jours de novembre, un terme inventé par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin en référence aux incidents survenus lors d'une manifestation le week-end précédent à Sainte-Soline. Selon le gouvernement, une soixantaine d'agents de la gendarmerie ont été blessés, tandis que les protestataires ont fait état d'une soixantaine de blessés parmi les manifestant·es*.

Les affrontements à Sainte-Soline, dans l'ouest de la France, ne sont pas terminés, ils ne font en réalité que commencer. Il s'agit d'empêcher un grand projet dangereux pour l'environnement sous la forme de bassins de rétention d'eau alimentés par la nappe phréatique; seize grands bassins sont prévus au to-

tal. Leur contenu doit être mis à la disposition de l'agriculture intensive, en particulier de la culture du maïs, qui est de plus en plus controversée en raison de sa consommation d'eau particulièrement élevée en période de changement climatique et de sécheresse qui y est liée. Actuellement, la période de sécheresse qui a

ont fait remarquer qu'il se moquait des vraies victimes du terrorisme telles que celles du Bataclan à Paris¹.

Même le porte-parole du gouvernement Olivier Véran n'a pas voulu, dans un premier temps, faire sien ce terme devant les caméras, après la réunion hebdomadaire usuelle du cabinet du mercredi. Ce n'est qu'après s'être montré agacé par de multiples questions qu'il a réagi de manière peu amène en déclarant: «*Si vous voulez, je l'utiliserai*».

L'action du ministère de l'Intérieur a en revanche été applaudie par l'opposition de droite, par le parti conservateur Les Républicains, mais aussi par le Rassemblement national (RN) d'extrême droite, qui se met volontiers en scène comme un parti protestataire, mais qui considère en principe qu'une agriculture intensive française et nationale – dommages environnementaux ou non – est une bonne chose. Sa députée Edwige Diaz a en tout cas précisé lors d'une interview: «*Je ne soutiens ni les revendications, ni les méthodes des protestataires*».

A gauche en revanche, tant la plateforme électorale de gauche LFI («La France insoumise») que le parti écologiste EE-LV ont tous deux participé à la manifestation de Sainte-Soline. La députée verte Lisa Belluco a elle-même été bousculée et légèrement blessée par des agents de la gendarmerie, alors qu'elle se trouvait à environ un kilomètre de la clôture du chantier au moment des faits.

La participation d'une élue à une manifestation qui avait été interdite a donné lieu à une campagne dans les principaux médias bourgeois, qui ont critiqué le manque de loyauté des élus envers l'État. Les chaînes de télévision privées RMC et BFM TV, par exemple, ont diffusé tout au long du jour férié de mardi dernier – la Toussaint est un jour de repos légal en France – des débats enflammés dans des *talk-shows* sur ce thème. Un journaliste politique établi, Benjamin Duhamel, qui commente également sur d'autres chaînes que ces deux chaînes-là, a par exemple opposé les Verts allemands raisonnables, qui ont tant obtenu en participant au gouvernement, aux membres de la version française du parti écologiste, qu'il décrit comme marchant dangereusement au bord du gouffre. Il a également souligné les différences au sein même des Verts, puisque le candidat à la présidence d'EE-LV de cette année, Yannick Jadot, qui se présente de manière plutôt bourgeoise, s'est rendu à la manifestation, mais sa voiture a été recouverte d'une expression grossière par des autonomes.

Sandrine Rousseau, représentant l'aile gauche des Verts avait alors déclaré que sa conception de la politique écologique, trop compatible avec le capital, y avait peut-être contribué. De telles différences d'orientation ont été exploitées par les médias bourgeois. Le journaliste de *L'Express* et de la télévision Christophe Barbier a cru malin de résumer la querelle de manière grossièrement simpliste en expliquant dans un *talk-show* qu'en Allemagne, on appelle cela le débat entre *fundis* et *realos*. Ces derniers, qui sont présentés comme les seuls à être rationnels, ont pu s'imposer à l'est du Rhin.

En amont du sommet sur le climat COP27, les actions des activistes environnementaux et climatiques se sont également multipliées

en France. Ainsi, le périphérique parisien a été bloqué à plusieurs reprises et la statue au musée de cire Grévin à Paris du nouveau roi britannique Charles III a été entartée. Entretemps, le mouvement climatique a lui aussi été touché, non pas directement, mais indirectement par le projet de loi sur la terreur. La «loi anti-séparatisme» votée en 2021, qui vise soi-disant à lutter contre l'islamisme radical, a été utilisée depuis septembre de cette année contre le mouvement de protection du climat *Alternatiba*, qui agit de manière non violente: le préfet de région de Poitiers, dans l'ouest de la France, veut interdire à la mairie verte de cette ville de verser une subvention municipale à *Alternatiba*. Pour ce faire, il invoque la loi contre le séparatisme, car celle-ci stipule que les ONG et les associations doivent se situer sur le terrain des «valeurs de la République». Les appels à la désobéissance civile sont à ses yeux incompatibles avec cette loi. L'année dernière, des organisations non gouvernementales avaient mis en garde contre un renforcement du contrôle général de l'État après l'adoption de cette loi.

En revanche, ce que les autorités craignent avant tout à Sainte-Soline, c'est l'installation durable d'un campement de protestation dans le style de la ZAD («zone à défendre») qui a accompagné pendant cinq ans les résistances

au projet d'extension gigantesque de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes², près de Nantes – le projet a été bloqué, le gouvernement a dû y renoncer en 2018.

Il faut aussi rappeler la mort, dans une manifestation en France, de Rémi Fraisse en octobre 2014³, également à l'occasion d'une protestation écologique contre une politique de l'eau critiquable, dont le contexte est à rapprocher de celui d'aujourd'hui.

Bernard Schmid
Juriste et journaliste

* Pour en savoir plus, sur Radio Zinzine :

Soulevements de la terre, actualités Sur ce projet absurde, inefficace et désastreux au niveau écologique de construction de mégabassines à Sainte-Soline (79), avec une intervenante pour relater les faits suite à la manifestation du 29 et 30 octobre 2022.

1. Ces commentaires sont sortis alors que le pays commémorait les attentats meurtriers du 13 novembre 2015, une série de fusillades et d'attaques-suicides islamistes perpétrées à Paris et dans sa périphérie, en particulier dans la salle de spectacle du Bataclan.

2. Voir la série d'articles sur ce sujet dans *Archipel* <archiv.forumcivique.org/fr>.

3. Le 26 octobre 2014, une grenade offensive tirée par un gendarme tue Rémi Fraisse, un militant écologiste de 21 ans, lors d'un mouvement de contestation au projet de barrage de Sivens, dans le Tarn. Les conséquences immédiates sont la suspension des travaux et l'interdiction définitive de l'usage de ces grenades offensives dans l'exercice du maintien de l'ordre. Voir «*Une nouvelle ZAD à Sivens*», *Archipel* N° 232, déc. 2014.



KIOSQUE

La Vie têtue

«*Nous sommes les héritières d'une détermination farouche, nous les descendantes des avortements ratés, des grossesses imposées. Celle-ci est indémêlable de nos douleurs et de nos rages, transmises d'une génération à l'autre comme on essore un torchon plein de sang, dans l'anonymat d'une cuisine plongée dans la nuit.*»

Depuis la maison familiale où elle est revenue habiter, une femme, s'adressant à sa sœur disparue, convoque les souvenirs de leur enfance. Porteuse d'un lourd passé de violences patriarcales, elle explore les possibilités de survivre à cet héritage, dans un paysage rural dévasté, où les haies ont disparu et où la forêt se fait moins dense, cernée par les champs de maïs industriels. Avec ce récit composé de courts chapitres, Juliette Rousseau nous offre un premier texte littéraire poignant, sensible et lumineux qui rend hommage aux femmes de sa famille.

Radio Zinzine a réalisé une émission avec l'autrice, lors de son passage à la bibliothèque féministe de Forcalquier, que vous pouvez écouter et/ou télécharger sur le site de la radio.*

* <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7619>>

La Vie têtue, Juliette Rousseau
Éditions Cambourakis, Collection Sorcières